

LA LETTRE DU SNES-FSU DE L'ARIÈGE

EDITO

Les vacances n'auront pas suffi à cicatriser les plaies qu'a laissées le désastreux épisode du bac. Et on se retrouve à la rentrée encore effarés du mépris qu'un ministre a pu manifester pour ses fonctionnaires, et pour toute forme de dialogue social. Il a fait chaud en juin, et cela a suffi à déclencher le report du brevet (voir ci-dessous). Mais les résultats du bac ne pouvaient pas être reportés d'un jour: il fallait nier la grève des surveillances, nier la grève des correcteurs, au risque de s'asseoir sur la légalité. Ainsi les chefs de centre ont demandé à nos collègues réunis en jury de statuer sans note, de les extrapoler à partir des livrets scolaires, ou même de les inventer à partir des disciplines connexes. Et tant pis pour la levée d'anonymat, pour la rupture d'égalité entre les candidats, pour l'intégrité morale des professeurs. Quand ils ont quitté la salle, incapables d'en supporter autant, certains de nos collègues ont été menacés de sanction, d'abandon de poste, de poursuites disciplinaires par de bien zélés chefs de centre. Que penser d'une institution qui ne sait plus que proposer des sanctions alors qu'elle ne remplit pas son rôle ? Et bien conscient du malaise, le ministre à la rentrée fait mine de se radoucir: il reçoit enfin les fédérations syndicales, parle salaires et concède... 300 euros annuels qui avaient été crédités par la majorité précédente et gelés par ce gouvernement. C'est certainement trop au goût de certains médias qui font une campagne de désinformation sur le salaire mirobolant des enseignants. A LCI, la rédaction a même calculé qu'un prof de lycée gagnait 3850 euros par mois en moyenne, en confondant salaire brut et net, dollars et euros... (Libération du 12/09). La ficelle est un peu grosse et parions que le corps enseignant saura retrouver le chemin de la contestation dès cet automne en s'associant notamment au combat contre la réforme des retraites.

Au collège en juin 2019: 32°, 32 en classe !

30 élèves et 2 AESH, sur des tabourets en bout de table... 32, sans compter le professeur ! Différencier, s'adapter, être efficace, innovant, sans pouvoir se déplacer entre les rangs ! Seuls les fonctionnaires de l'Éducation Nationale peuvent tenir cette gageure. Les élèves auraient été des poulets en batterie que cela aurait déjà fait scandale ! Mais la vague de chaleur n'a atteint le ministère qu'à la fin du mois de juin, provoquant le report du brevet. Avant cela, on pouvait s'entasser sans que ça n'émeuve personne. C'est-à-dire que pour rendre l'atmosphère respirable dans des classes de collège à 24 élèves, il faudrait investir un peu plus... Alors un petit coup de com' et la température (médiatique cela s'entend) redescend. Et si on ne supporte plus la chaleur, l'administration nous paye la climatisation: on peut maintenant quitter le navire avec 2 ans de salaire pour aller voir ailleurs s'il fait plus frais. Allez, on reste, l'automne arrive et à 32 on se tiendra chaud cette année encore...

LE CHANGEMENT, C'EST TOUT LE TEMPS !

L'immobilité supposée du corps professoral, mammouth de la République, est insupportable. Dans cette période en Marche, il faut se mettre en mouvement, s'adapter, être « agile », sinon gare au darwinisme social. C'est l'adaptation ou la mort. Et les professeurs n'ont qu'à bien se tenir. Quoi de plus conservateur que ces enseignants, arc-boutés sur des principes réactionnaires (par exemple l'importance de dispenser une culture classique au plus grand nombre), et attachés à des acquis sociaux qui datent de la fin de la deuxième guerre mondiale (les retraites, c'est l'Ancien Monde). Alors nos gouvernants réforment. En quelques années, nous avons vécu la réforme du collège, et les changements de programme sur quatre niveaux à la fois. A nouvelle majorité, nouvelles réformes : le lycée, le bac, Parcours Sup, chamboulement des programmes de la seconde à la terminale. Et comme ça ne va pas assez vite, les nouvelles technologies sont là pour nous aider à avancer. Dans un collège du département, depuis quelques années, les collègues s'étaient habitués au cahier de texte de Pronote, et s'en accommodaient très bien jusqu'à la rentrée. Néfaste habitude : quand un outil ou un programme est maîtrisé, il faut vite en changer, sinon, gare à la sclérose...Ainsi l'administration impose depuis la rentrée un nouveau cahier de texte, qui ne convient à personne et dont ils peinent à se servir. Protestations, récriminations des réactionnaires, pétition pour le retour à l'ancien. De là à dire que c'était mieux avant - en juin 2019 - il n'y a qu'un pas que personne n'oserait franchir. Pour l'instant, la direction maintient: le nouveau est forcément mieux que l'ancien, vous n'avez qu'à vous adapter. Une suggestion: pourquoi pas une formation rémunérée au cahier de textes pendant les vacances ?

Et pour nous assouplir un peu plus, nous pouvons également compter sur la DANE (Délégation Académique au Numérique Éducatif) et sur le CARDIE (Conseillers Académiques en Recherche-Développement, Innovation et Expérimentation ; parfaite imitation du jargon de la grande entreprise), sur la DAFPEN et sa formation virtuelle et à distance à FOLIOS et on en passe... Depuis la rentrée, des mails s'entassent dans nos boîtes pour nous enjoindre à l'innovation. Des « Ateliers Innovation » sont mis en place dans chaque département, des collègues pleins de zèle se préparent à nous aider dans notre démarche innovante, le rectorat investit pour cela (au détriment d'autres personnels moins innovants comme des AED peut-être ?). La palme revient certainement à l'EDUL@b (mail anthologique du 10 septembre) : « tiers-lieu de co-formation qui favorise l'échange entre pairs ». On ne nous épargne aucun des éléments de la novlangue technocratique au long de ce mail qui nous propose d'apprendre à évaluer nos élèves avec PIX (nouveau référent européen de l'évaluation automatisée), à apprendre à lire et à écrire avec le numérique, à philosopher même (Ah, si Socrate avait eu un smartphone...) pour finalement se demander : « Que faire de nos tablettes et smartphones ? ». La boucle est bouclée, et lors du « hackathon » (sic.) on pourra enfin savoir comment utiliser les smartphones qu'on confisque en classe.

On le comprend bien, il faut que de gré ou de force les enseignants et leurs élèves rejoignent la Start-Up Nation pour sortir la France de son marasme. Peut-être aussi faudra-t-il se pencher sur le coût social et le gâchis humain que ces injonctions permanentes génèrent : perte de temps, stress et maladie, sentiment d'être inadapté ou d'être tout le temps dépassé par les nouveaux outils, et finalement perte même du sens de notre métier.

SNES-FSU 09 :

**13 Rue du lieutenant Paul Delpech 09000 Foix.
Pour nous joindre : snes09@toulouse.snes.edu
0603974475**